



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique, Développement Durable, Environnement, Biodiversité, Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports, Infrastructures, Risques Naturels, Risques Technologiques, Equipement, Logement,

Urbanisme, Aménagement du Territoire, Solidarité entre les Territoires, Renouvellement Urbain, Mer

Observatoire de l'évolution des effectifs du périmètre ministériel Environnement/Transports/Logement/Énergie/ Aménagement/Mer



Période 2014/2025

Sources : plaquettes de présentation des PLF en CT/CSA ministériels + bilans/rapports sociaux

FEETS FO

Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIERE**
46 rue des petites écuries 75010 Paris



contact@feetsfo.fr



www.feetsfo.fr



01 44 83 86 20 (/22)

I - Analyse de l'évolution des effectifs par action pour le ministère de l'Écologie entre 2014 et 2025 (hors opérateurs et DGAC).

Analyse des tendances par action :

1. Action 7 : Pilotage, support, audit et évaluations

- Les effectifs passent de 7306 en 2014 à 5367 en 2025, soit une baisse significative de plus de 25 %.
- La tendance à la baisse continue, avec une décroissance progressive chaque année.
- A noter en particulier sur la période le transfert des secrétariats généraux des DDT(M) au ministère de l'Intérieur via les SGCD, au-delà des mesures de « rationalisation » des moyens supports dégradant la gestion des agents et le fonctionnement des services notamment RH et formation.

2. Action 8 : Politiques de transport

- On observe également une baisse régulière, de 10 949 en 2014 à 9114 en 2025. La réduction totale est d'environ 17 %. Effort en particulier supporté par les Directions Interdépartementales des Routes qui arrivent à l'os sur leur capacité à exploiter/entretenir les infrastructures (avec remise en cause de la sécurité des agents (90 accidents depuis début 2025, 3 morts et 12 blessés), et à mettre en œuvre les programmes d'aménagement/investissement suite à la suppression de nombre de capacités internes d'ingénierie.
- Après une relative stabilisation à partir de 2022 autour de 9160-9190, la loi 3DS ne produit ses effets à partir de 2024 (de l'ordre de 400 ETP).

3. Action 11 : Affaires maritimes

- Les effectifs diminuent de manière constante, passant de 2973 en 2014 à 2659 en 2025, soit une réduction de plus de 10 %.
- Avec au programme externalisation de certaines missions dont le contrôle de sécurité des navires...en attendant le prochain Erika !

4. Action 13 : Politique de l'eau et biodiversité

- La réduction est notable, passant de 3993 en 2014 à 3435 en 2025, une diminution de près de 14 %.
- Avec un effet tangible sur la capacité des services de l'État à porter via les différents leviers ces politiques au plus près du territoire, et pas uniquement comme censeur. Et au passage l'abandon de certaines missions comme celles de l'observatoire de l'eau, ou le transfert de missions biodiversité aux régions dans le cadre de la loi 3DS.

5. Action 15 : Urbanisme, territoires et aménagement de l'habitat

- Après une forte baisse jusqu'en 2018, les effectifs retrouvent une certaine stabilité à partir de cette année autour de 9205....avant de rechuter en 2025 pour perdre globalement plus de 10 % sur la période.
- La dimension transversale de ce programme est pourtant fondamentale pour porter l'ensemble des politiques du pôle ministériel et en constitue un ciment indispensable.

6. Action 16 : Prévention des risques

- Suite à des années de baisse, les effectifs remontent à partir de 2023. Prise de conscience durable suite à différents évènements ou effets d'annonce ?
- Et attention à ce que le nécessaire renforcement sur un type de risque ne masque un siphonnage sur un autre....

7. Action 23 : Politiques de l'énergie et du climat

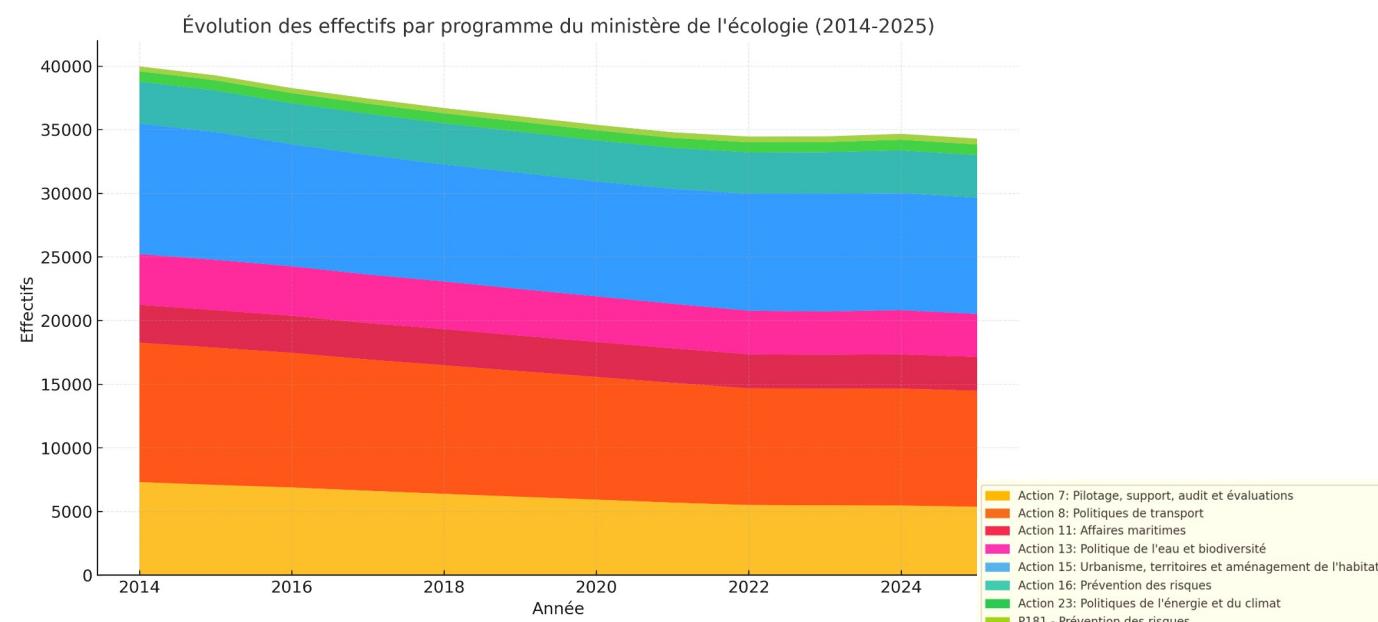
- Après une baisse jusqu'en 2016, les effectifs se stabilisent autour de 780-800 à partir de 2017, puis un renforcement à partir de 2024 (840) indiquant léger renforcement de ce secteur sur la période (+3,7%).

8. P181 - Prévention des risques/ASN

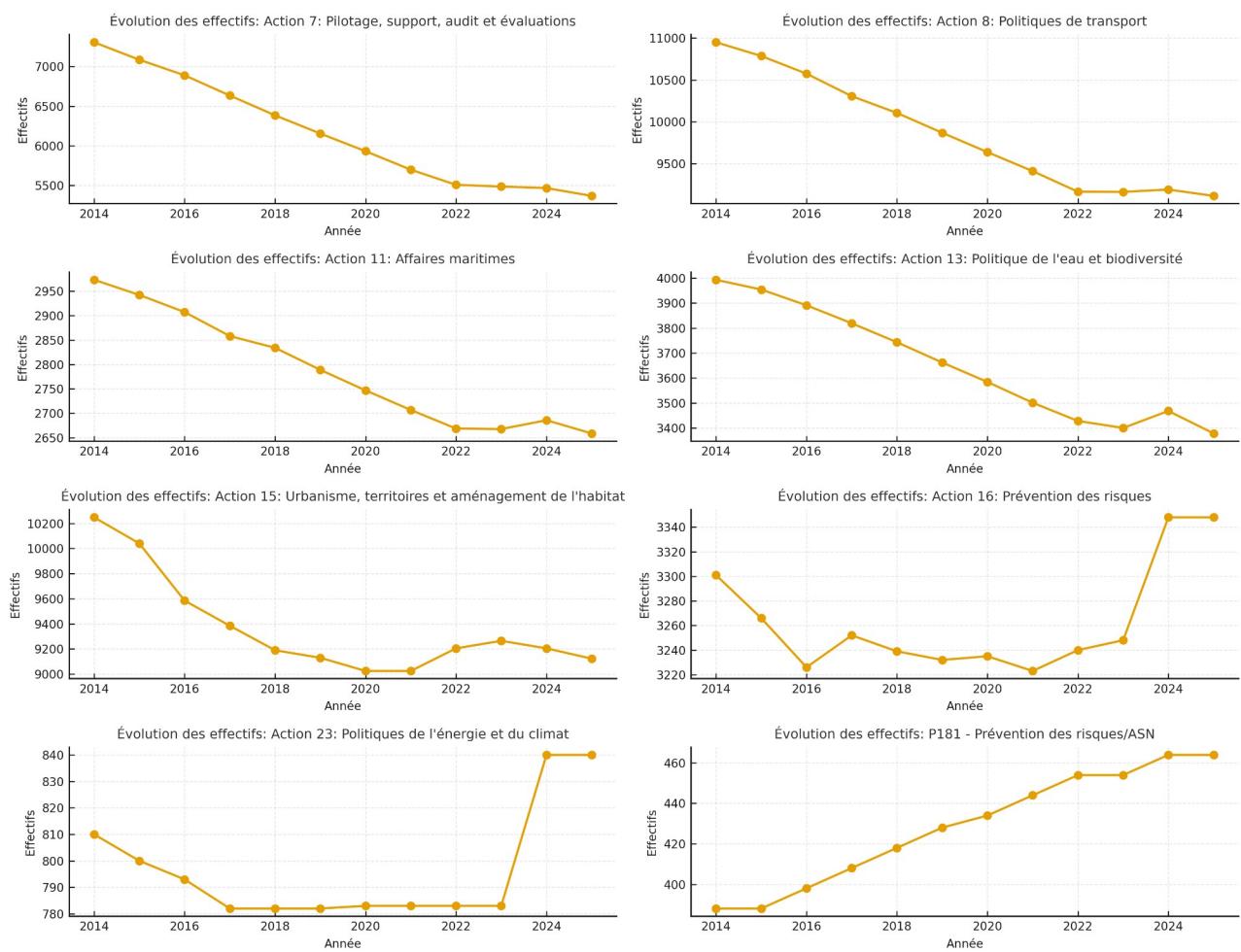
- Les effectifs restent presque constants tout au long de la période, avec une légère augmentation de 388 en 2014 à 464 en 2025. Avec au-delà de la question des effectifs l'impact de la fusion IRSN/ASN.

Analyse globale

L'ensemble du ministère de l'Énergie hors opérateurs DGAC connaît une baisse générale des effectifs, passant de 39 968 en 2014 à 34 293 en 2025, soit une diminution totale de plus de 14%. Les baisses les plus marquées concernent les secteurs de **Pilotage, support, audit et évaluations, Politiques de transport, Politique de l'eau et biodiversité et Aménagement/urbanisme/logement**. La preuve que les discours sur la priorité des missions concernées et la réalité des faits sont bien éloignés, avec un affaiblissement continu des services du ministère !



Évolution des effectifs par action (2014-2025)



II-Analyse de l'évolution des effectifs des opérateurs du ministère de l'Écologie entre 2014 et 2025.

1. Programme 113: Paysages, Eau & Biodiversité

- **Agences de l'eau** : Les plafonds d'emplois ont progressivement baissé de **1782 ETPT en 2014 à 1497 ETPT en 2022**, avant une légère reprise à **1563 ETPT en 2024 avant de rechuter en 2025 à 1551 ETP**.
- **OFB** : Après avoir atteint un pic relatif à **2740 ETPT en 2017 (en cumulant ONCFS et AFB)**, les plafonds d'emplois ont diminué à **2638 ETPT** en 2020, date de création de l'OFB, dans un contexte d'augmentation des missions. Suite aux alertes, y compris au niveau RPS, léger renforcement en trompe l'oeil en 2023/2024, en intégrant les effectifs dédiés aux laboratoires d'hydrobiologie des DREAL. En 2025, dans un contexte de fortes attaques externes, **l'OFB subit une punition budgétaire avec la suppression de 25 ETP, ramenant son plafond d'emploi à 2750 ETP !**
- **Parcs Nationaux** : Relativement stable, avec une légère hausse de **803 ETPT en 2018 à 858 ETPT en 2024**. Sauf qu'un 10ème Parc a été créé entre temps et que la baisse des effectifs s'invite en 2025 **ramenant le plafond d'emploi à 851 ETP**.

Tendance générale : Ce programme montre des ajustements, avec une réduction marquée des emplois pour certains opérateurs, notamment pour les **Agences de l'eau**, Certains comme l'**OFB** et les **Parcs Nationaux** affichent une stabilité ou des légères augmentations, mais en trompe l'oeil par rapport à l'augmentation de leurs missions **avant une réduction sensible appliquée en 2025**.

2. Programme 159: Expertise, Information Géographique et Météorologie

- **IGN** : Une baisse continue de **1632 ETPT en 2014 à 1405 ETPT en 2025**, illustrant une tendance de réduction progressive sensible.
- **Météo France** : Une coupe drastique de **3221 ETPT en 2014 à 2632 ETPT en 2025 (près de 20 % d'effectifs supprimés)**, reflétant le plan social mis en œuvre au sein de l'Etablissement en préparation de la mise en place de l'automatisation de la prévision.
- **CEREMA** : Là aussi, une forte diminution de **3155 ETPT en 2014 à 2495 ETPT en 2025 (plus de 21 % d'effectifs supprimés)**, mettant en péril l'expertise publique dans ses domaines de compétence.

Tendance générale : Une réduction drastique généralisée dans ce programme, affectant tous les principaux opérateurs.

3. Programme 174: Énergie, Climat et Après-Mines

- **ANGDM (Agence Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs)** : Une baisse progressive des plafonds d'emplois, de **157 ETPT en 2014 à 113 ETPT en 2025**, reflétant a priori la réduction progressive des activités liées aux droits des anciens mineurs.

- **ANDRA (Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs)** : La réduction des effectifs est marquée, passant de **329 ETPT en 2014 à 263 ETPT en 2024**, interrogeant quant à cet ajustement des besoins dans la gestion des déchets radioactifs.

Tendance générale : Le programme montre une diminution continue des effectifs, et peut interroger sur certains sujets comme la gestion des déchets radioactifs.

4. Programme 181: Prévention des Risques

- **INERIS (Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques)** : Les plafonds d'emploi sont passés de **561 ETPT en 2014 à 489 ETPT en 2025**, représentant une baisse continue.
- **ADEME (Agence de la Transition Écologique)** : Contrairement aux autres opérateurs, l'ADEME a vu une augmentation de ses effectifs, de **937 ETPT en 2014 à 1069 ETPT en 2025**, mais sans que cela ne soit proportionné par rapport à la très nette augmentation des aides à gérer.

Tendance générale : Une diminution des effectifs pour **INERIS**, mais une augmentation importante mais insuffisante pour l'**ADEME**.

5. Programme 203: Infrastructures et Services des Transports

- **VNF (Voies Navigables de France)** : Une baisse continue des effectifs, de **4626 ETPT en 2014 à 3990 ETPT en 2024**, en lien notamment avec l'automatisation de la voie d'eau. Plus aucune nouvelle baisse d'effectif n'est possible aujourd'hui, la valorisation de la voie d'eau justifiant plutôt d'un renforcement.
- **SGP (Société du Grand Paris)** : Une augmentation spectaculaire des plafonds d'emplois, de **118 ETPT en 2014 à 1017 ETPT en 2024**, reflétant l'expansion continue du projet du Grand Paris, apparaissant comme ayant pour partie été gagée sur les effectifs des autres opérateurs du ministère (cf le CEREMA par exemple). Avec une « décrue » en 2025 de 82 ETP, **ramenant le plafond d'emploi à 953 ETP**.
- **EPSF (Établissement Public de Sécurité Ferroviaire)** : Stable tout au long de la période, autour de **106 ETPT**, illustrant une certaine constance des besoins en matière de sécurité ferroviaire.

Tendance générale : Alors que certains opérateurs comme **VNF** réduisent drastiquement leurs effectifs (en contradiction de son contrat d'objectif), d'autres, notamment la **SGP**, connaissent une forte croissance. La décrue progressive des besoins liés à la SGP ne devra pas entraîner évaporation de ses effectifs, mais bien redéploiement sur les autres opérateurs.

6. Programme 217: Conduite et Pilotage des Politiques de l'Écologie

- **ENPC (École Nationale des Ponts et Chaussées)** : Les effectifs sont en baisse, passant de **323 ETPT en 2014 à 309 ETPT en 2025**.
 - **ENTPE (École Nationale des Travaux Publics de l'État)** : Après une légère baisse, les plafonds d'emplois augmentent de **164 ETPT en 2014 à 183 ETPT en 2025**, intégrant le transfert d'une partie des effectifs de l'ex ENTE.

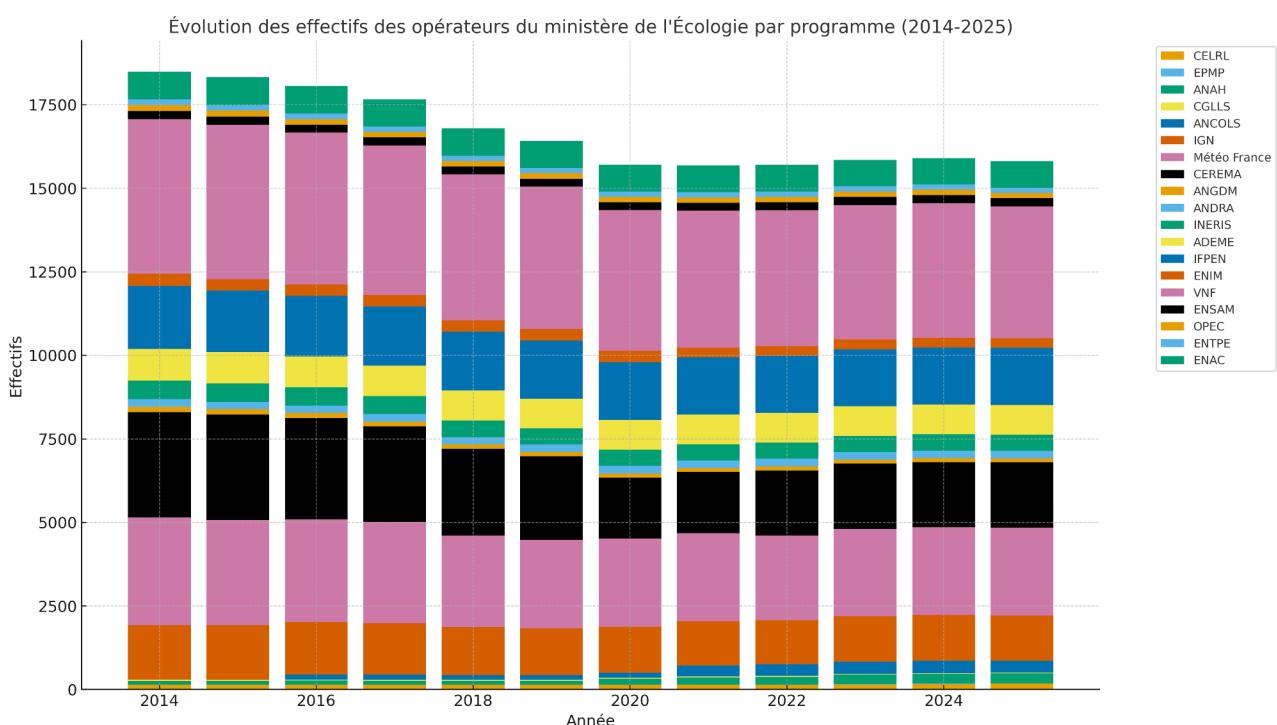
Tendance générale : Une relative stabilité dans les écoles nationales, qui n'efface pas la question de leur tutelle et maintien dans un réseau ministériel. A noter la suppression de l'Ecole Nationale des Techniciens de l'Equipement en 2023.

7. Programme 613: Soutien à l'Aviation Civile

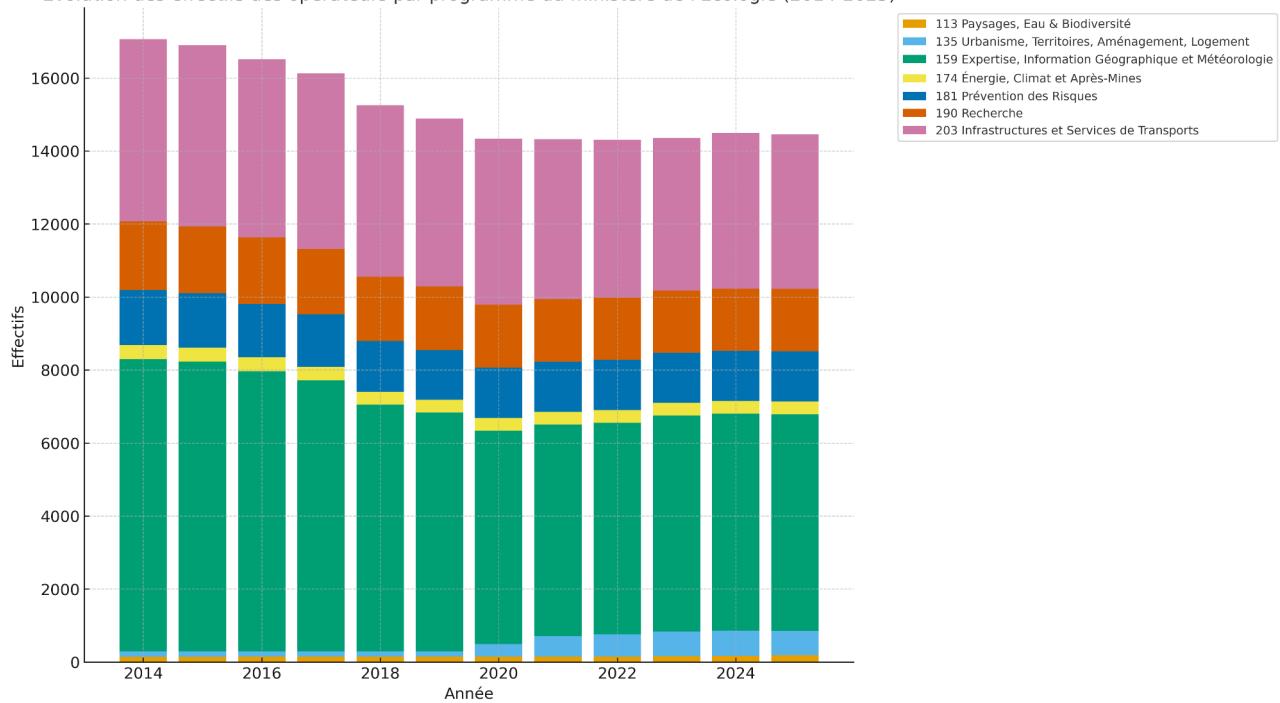
- **ENAC (École Nationale de l'Aviation Civile)** : Les plafonds d'emplois restent stables autour de **812 ETPT** sur la période, avec une légère diminution à partir de **2023** pour atteindre **789 ETPT en 2025**, alors que les besoins dans la formation des personnels de l'aviation civile sont majeurs pour renouveler les générations.

Conclusion générale sur les opérateurs

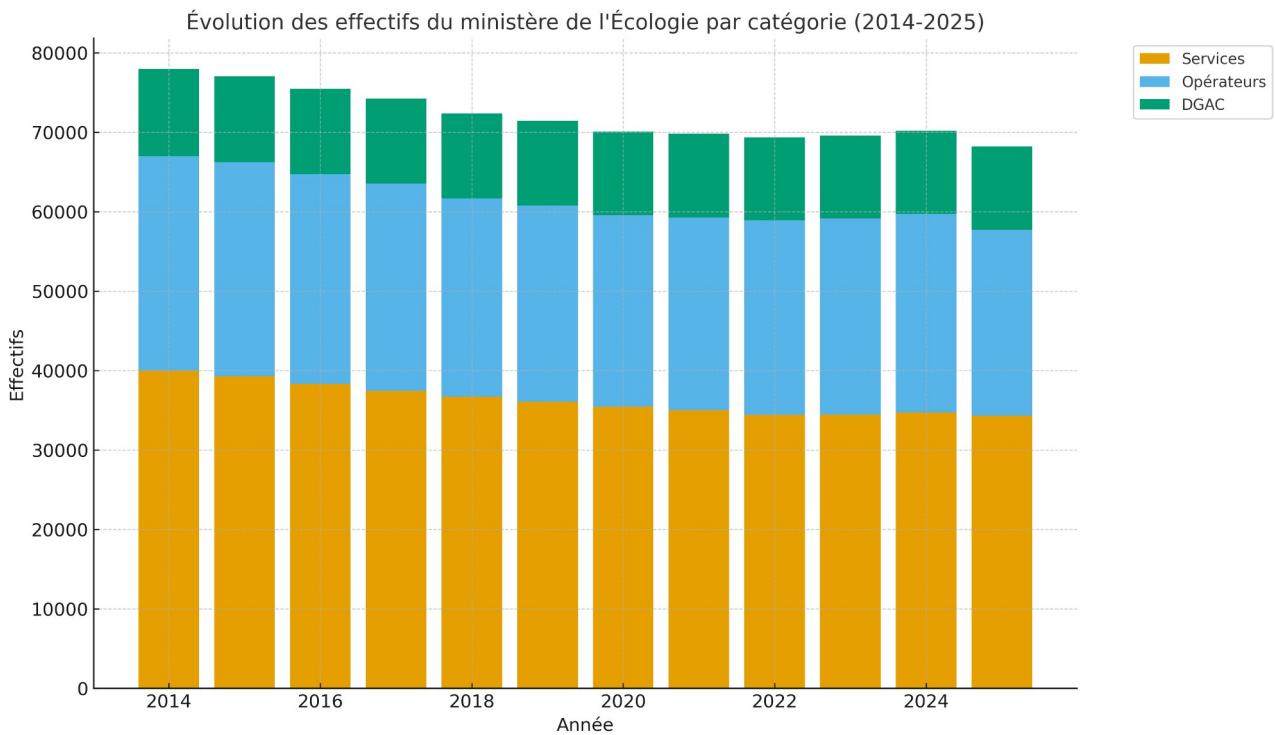
Entre 2014 et 2025, la plupart des opérateurs ont été soumis à une tension sur leurs effectifs, voire dans certains cas soumis à de réels plans sociaux. Avec une perte globale de 8 % de leurs effectifs hors SGP...12 % en intégrant le transfert de l'IFSSTAR !



Évolution des effectifs des opérateurs par programme du ministère de l'Écologie (2014-2025)



III-Analyse de l'évolution des effectifs globaux du ministère de l'Écologie entre 2014 et 2025 (services + opérateurs + DGAC).



Au final, un périmètre ministériel soumis à un contexte de restructuration/transfert/suppression continu depuis le début des années 2010.

→ **médaille d'or ou d'argent quasiment chaque année dans la rubrique des « bons élèves » ministériels** pour supprimer ou transférer des effectifs.

→ **plus de 9700 emplois perdus depuis 2014**, soit l'équivalent de 65 DDT, l'ensemble des DREAL, l'ensemble des DIR, l'ensemble des EP du secteur environnement, la somme Cerema+Météo-France+VNF, l'ensemble de l'administration centrale et des écoles.

D'autres choix sont possibles...il est urgent d'aller les chercher !

Ils sont vitaux car la prochaine crise, qu'elle soit climatique, alimentaire, technologique...mobilisera les compétences de nos services, de nos établissements, et des agents de nos ministères.

L'inaction climatique et environnementale coûtera 100xplus que les économies comptables !